

**Acheteur public :** [Ministère des armées](#)

**Direction service :** [Service hydrographique et océanographique de la Marine](#)

**Cahier des clauses administratives particulières  
relatif à des prestations de développement, d'accompagnement  
à la mise en œuvre et de maintenance du centre de données et  
de services du Shom pour valoriser les données hydro-  
océanographiques**

**ACCORD CADRE 25AC02**

**Lot 1 : Accompagnement à la mise en œuvre, conseils et  
expertise technique**

**Lot 2 : Ingénierie des données**

**Lot 3 : Développement, intégration de solutions et maintenance**

**Numéro de la consultation :** [Shom\\_25AC02](#)

**Procédure de passation :** Appel d'offres ouvert conformément aux dispositions de l'article R2124-2 du code de la commande publique

# Sommaire

<b>1</b>	<b>DISPOSITIONS RELATIVES A L'ACCORD-CADRE .....</b>	<b>4</b>
1.1	ACHETEUR.....	4
1.2	PREAMBULE - CONTEXTE.....	4
1.3	GLOSSAIRE .....	4
1.4	CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DE L'ACCORD-CADRE.....	4
1.4.1	OBJET DE L'ACCORD-CADRE .....	4
1.4.2	PERIMETRE DE L'ACCORD-CADRE.....	4
1.4.3	ALLOTISSEMENT .....	5
1.4.4	FORME ET ETENDUE .....	5
1.4.5	DUREE DE L'ACCORD-CADRE .....	6
1.4.5.1	Cadre général.....	6
1.4.5.2	Reconduction de l'accord-cadre.....	6
1.4.5.3	Fractionnement des prestations.....	6
1.4.5.3.1	Décomposition des Unités d'œuvre (UO) par lot : .....	6
1.4.5.3.2	Lot n° 1.....	6
1.4.5.3.3	Lot n° 2.....	6
1.4.5.3.4	Lot n° 3.....	7
1.4.6	LIEU D'EXECUTION.....	7
1.4.7	DOCUMENTS CONTRACTUELS .....	7
1.4.8	MARCHES DE PRESTATIONS SIMILAIRES .....	8
1.4.9	REGIME FINANCIER .....	8
1.4.9.1	Etablissement des prix plafonds de l'accord-cadre.....	8
1.4.9.2	Révision des prix plafonds de l'accord-cadre.....	8
1.4.9.3	Taux de TVA.....	11
1.4.9.4	Monnaie.....	11
1.4.10	DISPOSITIONS DIVERSES .....	11
1.4.10.1	Pilotage .....	11
1.4.10.2	Suivi financier du montant maximum de l'accord-cadre à bons de commande/marchés subséquents.....	11
1.4.11	Notification des informations.....	11
1.4.11.1	Représentation de l'acheteur .....	11
1.4.11.2	Représentation du titulaire.....	11
1.4.11.3	Forme des notifications et informations .....	11
1.4.12	Langue.....	12
1.4.13	Clauses de réexamen.....	12
1.4.14	Modification de l'accord-cadre.....	12
1.4.15	Résiliation de l'accord-cadre .....	12
1.4.16	Exécution aux frais et risques du titulaire.....	12
1.4.17	Litiges et contentieux.....	13
<b>2</b>	<b>DELAIS D EXECUTION DE LA PRESTATION FORFAITAIRE .....</b>	<b>13</b>
<b>3</b>	<b>MODALITES DE PASSATION DES BONS DE COMMANDE .....</b>	<b>13</b>
<b>4</b>	<b>MODALITES DE PASSATION DES MARCHES SUBSEQUENTS.....</b>	<b>14</b>
4.1	Pièces constitutives des marchés subséquents .....	14
4.2	Forme des marchés subséquents.....	15
4.3	Prix des marchés subséquents.....	15
4.4	Durée des marchés subséquents.....	15
4.5	Délais d'exécution des marchés subséquents .....	15
4.6	Modalités de passation des marchés subséquents.....	15
4.7	Obligation de réponse.....	15
<b>5</b>	<b>CLAUSES ADMINISTRATIVES COMMUNES AUX BONS DE COMMANDE ET AUX MARCHES SUBSEQUENTS.....</b>	<b>16</b>
5.1	Conditions d'exécution .....	16
5.2	Modalités financières .....	16
5.2.1	Avances .....	16
5.2.2	Répartition des paiements .....	17
5.2.3	Retenue de garantie, cautionnement et comptable assignataire .....	17
5.2.4	Intérêts moratoires.....	18

5.2.5	Modalités de facturation.....	18
5.3	Les exigences relatives aux prestations.....	20
5.4	Obligations du titulaire.....	21
5.4.1	Obligation de conseil.....	21
5.4.2	Obligation d'information.....	21
5.4.3	Confidentialité et secret des affaires.....	21
5.4.4	Responsabilité du titulaire.....	22
5.4.5	Mesures d'interopérabilité.....	22
5.5	Informations sensibles d'un niveau Diffusion Restreinte, avec mention Spécial France.....	22
5.6	Considérations sociales.....	23
5.7	Considérations environnementales.....	23
5.8	Etablissement d'un bilan d'émissions de gaz à effet de serre (BEGES).....	24
5.9	Traitement de données à caractère personnel.....	24
5.10	Régime des droits de propriété intellectuelle.....	25
5.11	Constataion de l'exécution des prestations.....	26
5.11.1	Opérations de vérification et décision après opérations de vérification.....	26
5.12	Pénalités.....	28
5.12.1	Pénalités de retard.....	28
5.12.2	Pénalités liées à l'exécution des prestations.....	29
5.12.3	Pénalités liées à des obligations administratives.....	29
5.13	Sous-traitance.....	30
5.14	Assurances.....	31
5.15	Autres obligations administratives.....	32
5.16	Dispositions applicables en cas de menace sanitaire grave appelant des mesures d'urgence.....	33
5.17	Modifications financières pour circonstances imprévisibles.....	36
<b>6</b>	<b>DESTRUCTION DES DONNEES.....</b>	<b>37</b>
<b>7</b>	<b>DEROGATIONS.....</b>	<b>38</b>

## 1 DISPOSITIONS RELATIVES A L'ACCORD-CADRE

### 1.1 ACHETEUR

#### **EPA Shom**

Etablissement public administratif

Sous tutelle du Ministère des Armées

13 rue du Chatellier

CS 92803

29228 Brest cedex 2

France

N° Siret : 130 003 981 00011

représenté par son directeur général, pouvoir adjudicateur, dénommé "acheteur" ou son délégataire dûment habilité.

### 1.2 PREAMBULE - CONTEXTE

Le présent document est commun à l'ensemble des lots.

Dans la suite de ce document, le terme « accord-cadre » est applicable à chaque lot pris indépendamment les uns des autres.

### 1.3 GLOSSAIRE

Sans objet.

### 1.4 CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DE L'ACCORD-CADRE

#### 1.4.1 OBJET DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre a pour objet des prestations de développement, d'accompagnement à la mise en œuvre et de maintenance du centre de données et de services du Shom pour valoriser les données hydro-océanographiques.

L'accord-cadre porte sur des prestations de Services.

Code(s) CPV de la consultation :

Valeur principale :

72220000-3 Services de conseil en systèmes informatiques et conseils techniques (Lot 1) ;

72310000-1 Services de traitement de données (Lot 2) ;

72212600-5 Services de développement de logiciels de bases de données et de logiciels d'exploitation (Lot 3).

#### 1.4.2 PERIMETRE DE L'ACCORD-CADRE

Le Shom souhaite procéder à une refonte profonde de son infrastructure géospatiale de données métiers selon un nouveau paradigme dit « centré sur la

donnée », en la structurant dans un centre de données et de services. Celui-ci permettra de gérer de façon maîtrisée et flexible des données géospatiales à différents niveaux de raffinement et de qualification, d'assurer un accès rapide et simplifié à ces données, et d'harmoniser les modèles de données suivant les standards internationaux. Pour répondre aux enjeux de la transformation numérique, notamment dans le domaine de l'intelligence artificielle et de gestion de l'explosion des volumes de données, l'objet du projet est de moderniser l'infrastructure des données métiers du Shom afin de plus facilement valoriser les données en produits et services à valeur ajoutée.

Elle doit s'appuyer sur des prestataires industriels sur les 3 volets d'action suivants :

- Accompagnement à la mise en œuvre, conseils et expertise technique,
- Ingénierie des données : préparation, traitement, analyse, mise en qualité des données,
- Développement, intégration de solutions et maintenance : développement d'API, conception et développements d'applications, maintenance.

#### 1.4.3 ALLOTISSEMENT

La procédure est allotie et se décompose de la manière suivante :

N° du lot	Intitulé des lots séparés
1	Accompagnement à la mise en œuvre, conseils et expertise technique
2	Ingénierie des données
3	Développement, intégration de solutions et maintenance

#### 1.4.4 FORME ET ETENDUE

Les lots 1, 2 et 3 donnent lieu chacun à un accord-cadre mono-attributaire.

Pour les lots 1 et 2, l'accord-cadre est exécuté par l'émission de bons de commande.

Pour le lot 3, l'accord-cadre est exécuté en partie par des bons de commande et en partie par des marchés subséquents.

Sur la durée totale de validité, l'accord-cadre est conclu sans montant minimum, avec un montant maximum de :

- 1 000 000 € HT pour le Lot 1 ;
- 1 500 000 € HT pour le Lot 2 ;
- 2 500 000 € HT pour le Lot 3.

Chaque accord-cadre cessera automatiquement de produire ses effets lorsque son montant maximum aura été atteint, quelle que soit la durée prévue initialement par l'acheteur.

#### 1.4.5 DUREE DE L'ACCORD-CADRE

##### 1.4.5.1 Cadre général

La durée de l'accord-cadre court à compter de sa date de notification pour une durée ferme de 1 an.

##### 1.4.5.2 Reconduction de l'accord-cadre

L'accord-cadre est reconductible de manière tacite, 3 fois pour une durée de 1 an. La durée maximale de l'accord-cadre reconductions comprises est de 48 mois à compter de sa date de notification.

Le Shom doit se prononcer sur la non-reconduction au moins 3 mois avant la fin de chaque période d'exécution. Le titulaire ne peut refuser la reconduction.

Dans l'hypothèse où l'accord-cadre ne serait pas reconduit, les marchés subséquents émis continuent à s'exécuter jusqu'à leur terme jusqu'au plus tard **12** mois après la fin de validité de l'accord-cadre ; les bons de commande quant à eux, continuent à s'exécuter jusqu'à leur terme.

##### 1.4.5.3 Fractionnement des prestations

###### 1.4.5.3.1 Décomposition des Unités d'œuvre (UO) par lot :

La décomposition et désignation des UO est décrite dans le bordereau des prix unitaires (BPU).

Chaque UO comporte des prestations dont le contenu est précisé dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

###### 1.4.5.3.2 Lot n° 1

UO	Intitulé de l'UO	Forme
UO EXP1	Conseils en architecture du SI	Bon de commande
UO EXP2	Expertise, étude technique sur des technologies	Bon de commande
UO EXP3	Conseils en ingénierie des données	Bon de commande
UO EXP4	Conseils en stratégie autour de la donnée	Bon de commande
UO EXP5	Acculturation à la donnée	Bon de commande

###### 1.4.5.3.3 Lot n° 2

UO	Intitulé	Forme
UO ING1	Préparation des données	Bon de commande
UO ING2	Contrôle de la qualité des données	Bon de commande
UO ING3	Nettoyage et mise en qualité des données	Bon de commande

UO ING4	Export des données	Bon de commande
UO ING5	Documentation des données, rétro-ingénierie de processus de collecte et de traitements de données	Bon de commande
UO ING6	Saisie manuelle des données, annotation des données	Bon de commande
UO ING7	Transformation des données	Bon de commande
UO ING8	Analyse des données	Bon de commande

#### 1.4.5.3.4 Lot n° 3

UO	Intitulé	Forme
UO DEV1	Développement de services de traitement des données et exposition par API	Bon de commande
UO DEV2	Assistance sur une technologie et solution technique	Bon de commande
UO DEV3	Conception de systèmes applicatifs du CD2S	Marché subséquent
UO DEV4	Développement de systèmes applicatifs du CD2S	Marché subséquent
UO MAN1	Maintenance corrective	Bon de commande
UO MAN2	Maintenance adaptative et évolutive	Bon de commande
UO ETD	Etude	Bon de commande
UO REV	Réversibilité / transférabilité de la maintenance	Bon de commande

#### 1.4.6 LIEU D'EXECUTION

Les prestations sont exécutées majoritairement dans les locaux du titulaire. Les prestations peuvent avoir lieu dans les locaux du Shom à Brest pour des réunions de lancement, réunions techniques, ateliers nécessaires aux évolutions ou projets, ainsi que pour celles qui le nécessitent.

#### 1.4.7 DOCUMENTS CONTRACTUELS

Les pièces constitutives de l'accord-cadre sont, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (ATTRI1), son annexe financière (appelée également bordereau des prix unitaires ou BPU) et ses éventuelles annexes ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses éventuelles annexes ;

- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et son annexe ;
- Les cahiers des clauses administratives générales désignés comme « CCAG de référence » sont :
  - Pour le lot 1 : Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
  - Pour les lots 2 et 3 : Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de techniques de l'information et de la communication approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- Le mémoire technique (trame Shom complétée par le titulaire) ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs actes modificatifs, postérieurs à la notification de l'accord-cadre.

#### 1.4.8 MARCHES DE PRESTATIONS SIMILAIRES

Sans objet.

#### 1.4.9 REGIME FINANCIER

##### 1.4.9.1 Etablissement des prix plafonds de l'accord-cadre

L'accord-cadre est conclu à prix unitaires et révisables.

Les prix unitaires figurent dans le bordereau de prix unitaires annexé à l'acte d'engagement.

Le contenu des prix est précisé dans l'annexe financière de l'acte d'engagement.

Les prix sont réputés inclure :

- les frais afférents à la réalisation des prestations du présent accord-cadre, ainsi que les frais de déplacement et d'hébergement des interventions liées aux prestations sur site ;
- la cession des droits de propriété intellectuelle ou de toute autre nature visés au chapitre 6 du CCAG-PI (article 35.2.1 et suivants du CCAG-PI) pour le lot 1 et pour les lots 2 et 3 au chapitre 7 du CCAG-TIC (article 46.2.1 et suivants du CCAG-TIC) incluant le cas échéant les compléments et dérogations prévues au présent document sauf stipulations contraires à l'article relatif au régime des droits de propriété intellectuelle ;
- tous les frais annexes et les matériels nécessaires à l'exécution des prestations ;
- toutes les charges fiscales ou autres applicables aux prestations et à l'ensemble des sujétions particulières inhérentes au contenu même de l'exécution des prestations.

##### 1.4.9.2 Révision des prix plafonds de l'accord-cadre

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois M0 correspondant à la date limite de remise des offres.



**Prix révisés :** Les prix figurant au bordereau des prix sont fixes pour la première année d'exécution de l'accord-cadre. Ils pourront être révisés à la date anniversaire de l'accord-cadre par application de la formule suivante pour chaque lot :

**Lot 1 :**

Les prix sont révisés par l'application au(x) prix du marché, au maximum, de la formule suivante :

$$P = P_o \times [0,125 + 0,875 (I_m/I_o)] *$$

dans laquelle

P = prix révisé

P<sub>o</sub> = prix fixé dans l'offre du titulaire

I<sub>o</sub> = valeur de l'indice des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 62.02 – Services de conseil en informatique 010766573 en vigueur au mois d'établissement des prix ;

I<sub>m</sub> = valeur de l'indice des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 62.02 – Services de conseil en informatique 010766573 lue à la date de la demande de révision

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010766573>

- \* si le quatrième chiffre après la virgule est égal ou supérieur à 5, on arrondit au millième supérieur ;
- \* si le quatrième chiffre après la virgule est inférieur à 5, on arrondit au millième inférieur.

**Lot 2 :**

Les prix sont révisés par l'application au(x) prix du marché, au maximum, de la formule suivante :

$$P = P_o \times [0,125 + 0,875 (I_m/I_o)] *$$

dans laquelle

P = prix révisé

P<sub>o</sub> = prix fixé dans l'offre du titulaire

I<sub>o</sub> = valeur de l'indice des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 63.1 – Services de traitement de données informatique 010766380 en vigueur au mois d'établissement des prix ;

I<sub>m</sub> = valeur de l'indice des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 63.1 – Services de programmation informatique 010766380 lue à la date de la demande de révision

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010766380>

- \* si le quatrième chiffre après la virgule est égal ou supérieur à 5, on arrondit au millième supérieur ;
- \* si le quatrième chiffre après la virgule est inférieur à 5, on arrondit au millième inférieur.

### **Lot 3 :**

Les prix sont révisés par l'application au(x) prix du marché, au maximum, de la formule suivante :

$$P = P_o \times [0,125 + 0,875 (I_m/I_o)] *$$

dans laquelle

P = prix révisé

P<sub>o</sub> = prix fixé dans l'offre du titulaire

I<sub>o</sub> = valeur de l'indice des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 62.01 – Services de programmation informatique 010766572 en vigueur au mois d'établissement des prix ;

I<sub>m</sub> = valeur de l'indice des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 62.01 – Services de programmation informatique 010766572 lue à la date de la demande de révision

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010766572>

- \* si le quatrième chiffre après la virgule est égal ou supérieur à 5, on arrondit au millième supérieur ;
- \* si le quatrième chiffre après la virgule est inférieur à 5, on arrondit au millième inférieur.

### Périodicité de révision des prix pour chaque lot :

Les prix sont révisés sur demande du titulaire, lors de chaque reconduction, par application de la formule décrite ci-dessus.

Le prix de règlement ainsi déterminé reste fixe entre chaque révision.

En cas de souhait de révision des prix, le titulaire doit communiquer au service des achats du Shom ([sg-ach-all@shom.fr](mailto:sg-ach-all@shom.fr)), le nouveau bordereau des prix au moins 2 mois avant la date anniversaire de notification de l'accord-cadre. Le nouveau tarif ainsi déterminé devient contractuel pour tout bon de commande ou marché subséquent notifié à partir de cette date anniversaire.

En l'absence de transmission d'un nouveau bordereau des prix au moins 2 mois avant cette date anniversaire, la révision ne sera pas effectuée et le tarif de l'année précédente continue de s'appliquer.

Le prix d'un bon de commande ou d'un marché subséquent est ferme et non révisable.

#### 1.4.9.3 Taux de TVA

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

#### 1.4.9.4 Monnaie

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

### 1.4.10 DISPOSITIONS DIVERSES

#### 1.4.10.1 Pilotage

Les modalités de pilotage de la prestation sont explicitées au paragraphe **10** du CCTP.

Le prix des réunions est inclus dans le prix du marché.

#### 1.4.10.2 Suivi financier du montant maximum de l'accord-cadre à bons de commande/marchés subséquents.

L'acheteur est chargé du suivi du montant maximum de l'accord-cadre.

#### 1.4.11 Notification des informations

##### 1.4.11.1 Représentation de l'acheteur

L'interlocuteur désigné par l'acheteur est chargé du suivi de l'exécution des prestations. Il est désigné lors de la notification de l'accord-cadre.

L'acheteur notifie toute modification de l'interlocuteur au titulaire.

##### 1.4.11.2 Représentation du titulaire

Le titulaire désigne un ou plusieurs interlocuteurs, habilités à le représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre.

Cet ou ces interlocuteurs sont désignés par dérogation au CCAG de référence, dans l'offre du titulaire.

Le titulaire s'engage à informer, sans délai, l'acheteur de toute modification d'interlocuteur désigné.

##### 1.4.11.3 Forme des notifications et informations

L'acheteur notifie au titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai, par tout moyen dématérialisé (profil acheteur PLACE) permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

Les échanges dématérialisés autres que ceux faisant courir un délai s'effectuent :

- par messagerie électronique à l'adresse électronique indiquée à l'acte d'engagement et via le profil d'acheteur <https://www.marches-publics.gouv.fr>

#### 1.4.12 Langue

Tous les documents écrits remis par le titulaire à l'acheteur doivent être rédigés en langue française.

Toutefois la documentation originellement en anglais, qui est utilisée par des spécialistes, peut être diffusée en anglais.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il doit fournir, à sa charge, ce document accompagné d'une traduction en français.

De plus, l'ensemble des communications écrites ou orales qui ont lieu entre l'acheteur, le titulaire et ses sous-traitants éventuels, durant la phase d'exécution s'effectue en français.

#### 1.4.13 Clauses de réexamen

En cas de circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution de l'accord-cadre, les parties examinent de bonne foi les conséquences, notamment financières de cette circonstance.

#### 1.4.14 Modification de l'accord-cadre

Toutes les modifications qui pourraient être apportées aux clauses du présent document s'appliquent aux bons de commande/marchés subséquents en cours.

Par dérogation au CCAG de référence, le recours aux ordres de services pour fixer les montants de prestations supplémentaires ou modificatives non-prévus initialement est interdit.

#### 1.4.15 Résiliation de l'accord-cadre

L'acheteur peut résilier le marché public dans les cas prévus aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du code de la commande publique.

L'accord-cadre peut être résilié conformément aux dispositions du CCAG de référence (résiliation pour événements extérieurs ou liés à l'accord-cadre, pour faute du titulaire ou pour motif d'intérêt général).

Par dérogation au CCAG de référence, en cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le titulaire n'a pas le droit à une indemnité de résiliation.

En outre, l'acheteur peut résilier une partie des prestations objet de l'accord-cadre correspondant à un bon de commande ou marché subséquent ou lot de liquidation pour un des motifs cités ci-dessus.

La résiliation partielle donne lieu à un décompte de résiliation intégrant des indemnités le cas échéant. Le titulaire dispose d'un délai de 15 jours suivant la notification de la décision pour émettre des observations.

#### 1.4.16 Exécution aux frais et risques du titulaire

Le cas échéant, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire et dans les conditions prévues au CCAG de référence.

#### 1.4.17 Litiges et contentieux

Le présent accord-cadre est régi par le droit français.

Le tribunal compétent pour le règlement des litiges est le tribunal administratif de Rennes.

Le tribunal judiciaire compétent pour connaître des actions en matière de propriété intellectuelle est le tribunal judiciaire de Brest.

L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent marché public ou à l'exécution des prestations.

En cas de différend, l'acheteur et le titulaire peuvent recourir au comité consultatif de règlement amiable compétent ou au médiateur des entreprises des différends relatifs aux marchés publics conformément aux dispositions des articles R.2197-1 à R.2197-24 du code de la commande publique.

## **2 DELAIS D EXECUTION DE LA PRESTATION FORFAITAIRE**

Sans objet.

## **3 MODALITES DE PASSATION DES BONS DE COMMANDE**

Toute signature des bons de commande, qu'elle soit électronique ou non, n'est pas requise.

Les bons de commande sont notifiés par tout moyen permettant d'en accuser date de réception certaine. Conformément à l'article 3 du CCAG de référence, si le bon de commande est notifié par le biais du profil d'acheteur, le titulaire est réputé avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui lui a été adressé. Cette notification est certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique. A défaut de consultation, la notification est présumée dans un délai de huit jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur ou par courriel, à l'issue de ce délai.

Par dérogation à l'article 3 du CCAG de référence, en cas de commandes transmises par messagerie électronique, c'est la date et l'heure d'envoi du message électronique qui vaut notification, la messagerie de l'acheteur faisant foi. Ce dernier s'assure au préalable que l'adresse électronique du destinataire est valide.

Le point de départ du délai d'exécution du bon de commande est la date fixée dans le bon de commande, ou à défaut, sa date de notification.

Chaque bon de commande, et son éventuelle annexe, précise notamment :

- le numéro du bon de commande
- la date d'émission du bon de commande
- la référence de l'accord-cadre 25AC02 et du lot
- le code du service en charge du paiement : FACTURES\_FOURNISSEURS

- la désignation et la quantité des prestations commandées
- le prix correspondant hors taxes (HT) et toutes taxes comprises (TTC)
- le montant total (HT et TTC) du bon de commande
- la date de livraison prévisionnelle
- le délai d'exécution de la prestation
- la date de début d'exécution du bon de commande
- la date de fin d'exécution du bon de commande
- les lieux d'exécution des prestations
- la référence au devis.

Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier à l'acheteur dans un délai de quinze jours à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel, du fait de l'acheteur ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, l'acheteur prolonge le délai d'exécution. Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire signale à l'acheteur les faits, dans les 15 jours de leur apparition, et avant l'expiration du délai contractuel. Il lui indique la durée de prolongation souhaitée. L'acheteur dispose de 15 jours pour lui notifier sa décision. La durée d'exécution de l'accord-cadre ou des bons de commande est prolongée dans les conditions prévues par le CCAG de référence.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre, mais leur exécution doit être terminée au plus tard **12 mois** suivant la fin de l'accord-cadre.

La résiliation de l'accord-cadre ne remet pas en cause la validité du bon de commande émis avant la date d'effet de la décision de résiliation. Le titulaire est tenu de respecter son engagement contractuel jusqu'à l'admission des prestations.

## 4 MODALITES DE PASSATION DES MARCHES SUBSEQUENTS

### 4.1 Pièces constitutives des marchés subséquents

Les pièces constitutives de chaque marché subséquent passé sur le fondement de l'accord-cadre sont, le cas échéant, par ordre de priorité décroissante :

- Les pièces contractuelles de l'accord-cadre ;
- L'acte d'engagement du marché subséquent et ses éventuelles annexes ;
- Le cahiers des clauses techniques particulières ou cahier des charges du marché subséquent ;
- L'offre technique du titulaire du marché subséquent.

#### **4.2 Forme des marchés subséquents**

Les marchés subséquents sont conclus sous la forme de marchés simples émis par le directeur général du Shom ou par un délégataire habilité.

#### **4.3 Prix des marchés subséquents**

Les prix des marchés subséquents sont inférieurs ou égaux aux prix figurant dans le BPU de l'accord-cadre. Ainsi, une offre remise dans le cadre d'un marché subséquent ne pourra faire apparaître des prix supérieurs aux prix indiqués dans le bordereau des prix de l'accord-cadre pendant toute la durée de l'accord-cadre.

#### **4.4 Durée des marchés subséquents**

Les marchés subséquents ne peuvent être conclus ou émis que durant la période de validité de l'accord-cadre.

Un marché subséquent peut être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre mais sa durée d'exécution doit être terminée au plus tard **12** mois suivant la fin de validité de l'accord-cadre.

#### **4.5 Délais d'exécution des marchés subséquents**

Le délai d'exécution est celui indiqué dans les pièces constitutives du marché subséquent.

Le point de départ du délai d'exécution est la date fixée dans l'acte d'engagement du marché subséquent, à défaut c'est sa date de notification.

#### **4.6 Modalités de passation des marchés subséquents**

Les marchés subséquents sont passés lors de la survenance du besoin.

Une lettre d'invitation à remettre une offre et les documents de la consultation sont transmis au titulaire de l'accord-cadre.

Les modalités de remise de l'offre sont fixées dans la lettre d'invitation via la plateforme des achats de l'Etat (PLACE).

L'acheteur pourra préalablement à la conclusion des marchés subséquents demander au titulaire de l'accord-cadre de compléter son offre. Les compléments apportés, par le titulaire de l'accord-cadre, ne peuvent apporter de modifications substantielles aux termes de l'accord-cadre. Le Shom se réserve en outre, la possibilité de négocier l'offre du titulaire.

#### **4.7 Obligation de réponse**

Le titulaire de l'accord-cadre a une obligation de réponse à l'ensemble des marchés subséquents.

En cas de difficultés empêchant la remise d'une offre dans les délais impartis, le titulaire de l'accord-cadre doit en exposer les motifs à l'acheteur. Cette information doit parvenir, à l'acheteur, au plus tard **3 jours ouvrés** avant la date

limite de remise des offres. Faute de motivation satisfaisante ou dans le cas où cette information ne parviendrait pas dans le délai imparti (non réponse), le titulaire de l'accord cadre sera considéré comme manquant à son obligation de réponse.

En cas d'absence de réponse ou de réponse irrégulière, inacceptable ou inappropriée, l'acheteur se réserve le droit de conclure un marché public hors du présent accord-cadre.

## **5 CLAUSES ADMINISTRATIVES COMMUNES AUX BONS DE COMMANDE ET AUX MARCHES SUBSEQUENTS**

### **5.1 Conditions d'exécution**

Pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre, l'acheteur se réserve le droit de demander le remplacement motivé d'un ou de plusieurs intervenants du titulaire. De même, le titulaire peut proposer le remplacement d'un ou de plusieurs de ses intervenants.

Le remplaçant est soumis à l'approbation de l'acheteur. Tout refus sera motivé.

Le titulaire procède alors au remplacement des intervenants dans le délai de **30 jours** à compter de la demande ou de la proposition de remplacement.

En aucun cas, le remplacement du personnel ne pourra justifier une augmentation du montant des prestations.

Dans le cas où le titulaire s'est engagé sur l'intervention d'une personne physique nommément désignée et que celle-ci n'est plus en mesure d'accomplir cette tâche, il doit en informer sans délai l'acheteur. Dans les 30 jours suivants cette notification à l'acheteur, le titulaire doit communiquer à l'acheteur le nom et le curriculum vitae d'un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes. Le remplaçant est réputé accepté si l'acheteur ne le récusé pas dans un délai de 30 jours à compter de la réception de cette proposition du titulaire. Si, dans ce délai, l'acheteur récusé le remplaçant, le titulaire dispose d'un nouveau délai de trente jours pour proposer un autre remplaçant.

A défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de trois récusations successives motivées par l'acheteur, l'accord-cadre peut être résilié pour faute du titulaire.

### **5.2 Modalités financières**

#### **5.2.1 Avances**

En cas de non renoncement du titulaire dans l'acte d'engagement, une avance de 15 % du montant du bon de commande/marché subséquent est versée lorsque le montant du bon de commande/marché subséquent est supérieur à 50 000 euros HT et dans la mesure où son délai d'exécution est supérieur à 2 mois.



Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le taux et les conditions de versement de l'avance ne peuvent être modifiés en cours d'exécution du marché.

Le délai de versement de l'avance court à compter de la date de notification du bon de commande/marché subséquent.

Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités de l'article R.2191-11 du code de la commande publique.

### 5.2.2 Répartition des paiements

La demande d'acompte et son versement s'effectuent dans le cadre des articles R.2191-21 et suivants du code de la commande publique et sur la base des prestations effectuées. Les demandes d'acomptes et le solde sont justifiés à partir du constat du service fait.

La périodicité peut être ramenée à un mois selon les conditions fixées à l'article R.2191-22 du code de la commande publique.

Le paiement des acomptes n'a pas de caractère définitif et ne peut excéder la valeur des prestations auxquelles il se rapporte.

Montant du BDC/MS	Acompte/fait générateur	Solde
Inférieur à 50 000 euros HT et durée < à 2 mois (aucune avance)	80 % à la livraison des prestations du BDC	20 % à l'admission
Inférieur à 50 000 euros HT et durée ≥ à 2 mois (aucune avance)	Acompte trimestriel jusqu'à la livraison	20 % à l'admission
Supérieur ou égal à 50 000 euros HT et exécution ≥ à 2 mois	Acompte trimestriel jusqu'à la livraison L'avance est récupérée à la livraison	20 % à l'admission

Les marchés subséquents précisent les modalités de versement des acomptes. A défaut les modalités de versement spécifiées au présent article s'appliquent.

### 5.2.3 Retenue de garantie, cautionnement et comptable assignataire

Il n'est pas pratiqué de retenue de garantie.

Un bon de commande/marché subséquent peut être cédé ou nanti dans les conditions prévues aux articles R.2191-46 et suivants du code de la commande publique. Il est remis, sur demande du titulaire, d'un co-traitant ou d'un sous-traitant, une copie de l'original du bon de commande/marché subséquent revêtue

d'une mention dûment signée indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre la cession ou le nantissement des créances résultant du bon de commande/marché subséquent. Il est remis, sur demande du titulaire, d'un co-traitant ou d'un sous-traitant, un certificat de cessibilité en vue de permettre la cession ou le nantissement des créances résultant du bon de commande/marché subséquent.

Pour les établissements publics de l'État, les comptables assignataires de la dépense sont les agents comptables des établissements concernés.

#### 5.2.4 Intérêts moratoires

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions de l'article L.2192-10 du code de la commande publique.

Le délai de paiement est fixé à **30 jours maximum** pour l'Etat et ses établissements publics. La date de début du délai est déterminée selon les modalités de l'article R.2191-12 et suivants du code de la commande publique.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 et suivants et R.2192-31 à R.2192-36 du code de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenues de garantie, clauses de révision et des pénalités.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

#### 5.2.5 Modalités de facturation

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire et après constatation du service fait par l'acheteur.

Le paiement est effectué par virement au compte du titulaire.

Les factures comportent notamment les mentions suivantes :

- le numéro de l'accord-cadre 25AC02,
- le numéro du lot,
- la date et le numéro de la facture,
- la dénomination et l'adresse du titulaire,

- le numéro SIRET de l'entreprise,
- les références du compte bancaire (N° IBAN, N° BIC) mentionné à l'acte d'engagement,
- le N° d'engagement juridique,
- le N° et la date du bon de commande/marché subséquent
- le détail des prestations exécutées,
- le détail des prix et les quantités,
- le montant hors TVA.

La transmission des factures s'effectue conformément aux dispositions de l'article L.2192-1 et suivants de la commande publique.

Les factures seront transmises à l'adresse <https://chorus-pro.gouv.fr/>. Code service exécutant : FACTURES\_FOURNISSEURS.

En cas de sous-traitance, les sous-traitants transmettront également leurs factures via la plateforme Chorus Pro. La procédure à suivre est décrite ci-dessous :

#### Etape 1 :

La demande de paiement sera transmise par le sous-traitant dans Chorus Pro dans l'espace « Factures émises ». L'identification du titulaire se fera dans le champ « titulaire » et les informations demandées seront renseignées. Le sous-traitant devra indiquer dans le « cadre de facturation » le code **A9** (A9 = dépôt d'une facture par un sous-traitant).

#### Etape 2 :

Suite au dépôt de la facture, Chorus Pro va envoyer une notification par courriel au titulaire, l'informant que le sous-traitant a émis une facture en qualité de sous-traitant.

#### Etape 3 :

Le titulaire dispose d'un délai de 15 jours pour valider la demande de paiement dans l'espace « Facture à valider » de Chorus Pro.

En l'absence de validation par le titulaire dans le délai imparti, la validation est tacite.

En cas de refus de validation par le titulaire, la facture sera néanmoins transmise au Shom qui pourra alors décider de traiter, suspendre ou de rejeter la demande de paiement.

#### Etape 4 :

Une fois la validation de la facture effective (formelle ou tacite), le Shom reçoit dans l'espace « Facture reçues », la demande de paiement.

#### Etape 5 :

Le règlement de la facture par le Shom reste inchangé.

### 5.3 Les exigences relatives aux prestations

Le titulaire est responsable de la conservation, de l'entretien et de l'emploi de tout matériel, objet ou approvisionnement qui lui est confié dès que ce matériel, objet ou approvisionnement est mis effectivement à sa disposition. Il ne peut en disposer qu'aux fins prévues par l'accord-cadre. Le titulaire doit les restituer à l'issue de l'accord-cadre.

L'accès aux sites du Shom des intervenants répond aux exigences d'accès ci-dessous :

- Accès du personnel étranger n'appartenant pas à un pays de l'Union européenne :

L'accès du personnel étranger hors Union européenne dans une enceinte militaire à l'intérieur de laquelle seront exécutées les prestations est soumis à une enquête préalable de sécurité.

Cette enquête est déclenchée par une demande d'accès de la part du titulaire. Il fournira à la personne responsable du contrat les éléments suivants :

§ Nom,

§ Prénom,

§ Date et lieu de naissance,

§ Adresse complète,

§ N° de CNI ou de passeport,

§ Date et lieu de délivrance de la pièce d'identité.

Le résultat de l'enquête conditionne l'accès du représentant du titulaire sur le site et nécessite un délai d'au moins 4 semaines et pouvant aller jusqu'à 8 semaines.

Même après enquête, l'accès dans l'enceinte militaire est subordonné à la réception par le Shom, d'une demande au moins 3 jours à l'avance.

- Accès du personnel français ou étranger appartenant à un pays de l'Union européenne :

La procédure est identique au paragraphe précédent mais avec un délai différent. En effet, le délai est de quelques jours, mais peut aller jusqu'à 4 semaines.

Le titulaire du présent accord-cadre s'engage à respecter et à faire respecter toutes les consignes applicables sur le site du Shom. La plus grande correction et la plus grande réserve sont exigées. Les intervenants sont tenus à l'obligation de discrétion professionnelle et ne doivent révéler à quiconque les faits ou informations dont ils auront eu connaissance à l'occasion de la prestation.

Les prestations exécutées dans les locaux du Shom doivent être réalisées aux heures d'ouverture de l'établissement.

Le titulaire est responsable de l'application scrupuleuse des règles d'hygiène et de sécurité du travail. Les intervenants doivent porter un insigne spécifique de leur entreprise et le badge remis par le Shom.

## **5.4 Obligations du titulaire**

### **5.4.1 Obligation de conseil**

Le titulaire de l'accord-cadre est tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde, relative aux matériels, logiciels et prestations fournies à l'acheteur. Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte pas cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans l'accord-cadre pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

### **5.4.2 Obligation d'information**

Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution de la prestation.

### **5.4.3 Confidentialité et secret des affaires**

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution de l'accord-cadre. Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'acheteur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors de l'accord-cadre ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

L'acheteur peut demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis, sans en conserver aucune copie ou trace.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire pourra entraîner la résiliation de l'accord-cadre aux torts du titulaire.

Le présent accord-cadre concerne des prestations de propriété intellectuelle, marché de conseil, assistance à maîtrise d'ouvrage.

Dès lors, de par l'objet-même de l'accord-cadre, le titulaire peut être amené à connaître du secret des affaires de tiers lors de l'exécution.

Dans ce cadre, il ne peut divulguer les données et informations couvertes par le secret des affaires dont il aurait connaissance pendant la durée d'exécution de l'accord-cadre. Dans l'hypothèse où il aurait connaissance de telles informations, il s'engage à mettre en œuvre l'ensemble des moyens nécessaires afin de réduire les risques de divulgation, notamment au moyen d'engagements de confidentialité individuels, de cloisonnement organisationnel et de paramétrage des droits d'accès.

En cas de violation de cette obligation, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire d'un montant de 500 € par document divulgué en méconnaissance du secret des affaires, ainsi que, en cas de manquement grave ou répété, la résiliation de l'accord-cadre à ses torts.

Cette interdiction ne prend pas fin à l'issue de l'accord-cadre.

#### 5.4.4 Responsabilité du titulaire

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges. Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché. Les prestations doivent être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation de l'accord-cadre mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution de l'accord-cadre.

#### 5.4.5 Mesures d'interopérabilité

Le ou les Résultat(s) doivent communiquer et opérer avec les éléments du système informatique de l'acheteur et, le cas échéant, des tiers désignés ; que, à cet effet, un lien logique et, le cas échéant, physique d'interconnexion et d'interaction est nécessaire dans le but de permettre le plein fonctionnement de tous les éléments du ou des Résultats avec d'autres logiciels et matériels ainsi qu'avec les utilisateurs. Les éléments ainsi que les liens à prendre en compte sont décrits de façon détaillée dans le cahier des charges.

### 5.5 Informations sensibles d'un niveau Diffusion Restreinte, avec mention Spécial France

#### **Lots 1 et 2 :**

Les informations et les supports devant faire l'objet de restrictions spécifiques de diffusion en raison de leur contenu portent la mention « Diffusion Restreinte ». Cette mention a pour effet de circonscrire expressément le périmètre de circulation de ces informations et d'attirer l'attention sur le strict besoin d'en connaître. Dans le cadre des dispositions légales et réglementaires en matière de protection du secret, chacune des parties, s'engage :

- à assurer la protection des informations ou supports portant la mention « Diffusion Restreinte » qu'elle aura à connaître au titre des présents lot 1 et lot 2 de l'accord-cadre ;
- à ne les communiquer qu'à son personnel ayant besoin d'en connaître ;
- à informer ce personnel des règles de discrétion à appliquer vis-à-vis de ces informations et de ses responsabilités contractuelles. Si des documents utilisés, produits ou mis à jour au titre du présent accord-cadre portent la mention « Diffusion Restreinte », les dispositions de l'instruction générale interministérielle n° 1300 sur la protection du secret de la défense nationale approuvée par l'arrêté du 09 août 2021 et de l'instruction ministérielle 900/ARM/CAB/NP relative à la protection du secret et des informations diffusion restreinte et sensibles, approuvée par l'arrêté du 15 mars 2021 sont applicables.

En outre, pour le lot 2, certaines prestations peuvent demander le traitement de données sensibles, de niveau de protection Diffusion Restreinte et de mention d'appartenance Spécial France.

La mention « Spécial France » est employée pour les informations ou supports portant la mention « Diffusion Restreinte », que l'autorité émettrice estime devoir être divulgués aux seuls ressortissants français et qui ne sauraient, en aucune circonstance, être communiqués, en tout ou partie, à un Etat étranger ou à l'un de ses ressortissants, à une organisation internationale ou à une entreprise de droit étranger, même s'il existe un accord de sécurité entre la France et l'Etat ou la personne de droit international public considérée.

Lorsque des informations marquées « Spécial France » sont protégées, elles doivent, outre satisfaire aux mesures de sécurité appropriées à leur degré de protection, n'être transmises qu'à des personnes physiques ou morales françaises et ayant besoin d'en connaître.

Les systèmes d'information susceptibles de traiter des informations portant la mention « Spécial France » doivent faire l'objet de mesures de sécurité particulières pour garantir que les utilisateurs étrangers qui auraient un besoin d'accès légitime au système ne puissent accéder aux informations dont l'accès n'est autorisé qu'aux seuls utilisateurs français. Le CCTP précise des modalités afférentes au paragraphe 8.1.

Dans tous les cas, il est procédé à une enquête administrative à l'endroit des personnes physiques.

En cas d'enquête administrative ne permettant pas l'accès d'une personne physique aux informations sensibles, le titulaire doit proposer un intervenant en remplacement dans les conditions définies à l'article 5.1 du présent document.

Le titulaire s'engage à appliquer les présentes dispositions aux sous-traitants.

## **5.6 Considérations sociales**

Le présent accord-cadre ne comprend pas de considérations sociales.

## **5.7 Considérations environnementales**

Dans une volonté de protection de l'environnement, il est fait application de l'article L.2112-2 du code de la commande publique, en prévoyant des conditions d'exécution des prestations comportant des éléments à caractère environnemental (article 7.2 du CCTP).

Le titulaire applique également les mesures mises en œuvre pour limiter l'impact environnemental des prestations, indiquées dans le mémoire technique.

## **5.8 Etablissement d'un bilan d'émissions de gaz à effet de serre (BEGES)**

Dans le cadre de l'exécution du présent contrat et sur toute sa durée, l'acheteur vérifie que le titulaire, sous réserve qu'il y soit assujetti, respecte les dispositions de l'article L.229-25 du code de l'environnement.

L'acheteur consulte à cet effet la plateforme informatique hébergée à l'adresse suivante : <http://www.bilans-ges.ademe.fr>, sur laquelle doivent être publiées les informations relatives à la mise en œuvre des obligations nées de l'article du code de l'environnement précité. Toutefois, les titulaires soumis aux obligations de déclaration extra-financière peuvent communiquer leur plan via leur rapport de performance extra-financière prévue à l'article L. 225-102-1 du code de commerce ; ils indiquent à l'acheteur le lien internet permettant d'accéder à ce document.

Le cas échéant, l'acheteur invite le titulaire à se mettre en conformité dans les meilleurs délais.

Par ailleurs, pour soutenir la transformation écologique de l'Etat, le Shom engagé depuis plusieurs années dans une démarche vertueuse de transition sociale et environnementale dans le domaine des achats, encourage les titulaires qui ne seraient pas assujettis aux dispositions de l'article L.229-25 du code de l'environnement à établir le bilan de leurs émissions de gaz à effet de serre accompagné d'un plan de transition et à les communiquer à l'adresse précitée : <http://www.bilans-ges.ademe.fr>.

## **5.9 Traitement de données à caractère personnel**

Pour l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire, et le cas échéant ses sous-contractants, est tenu au respect de la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après, «règlement général sur la protection des données » ou RGPD) et la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés. Pour l'application du présent article, le responsable de traitement au sens du RGPD est l'acheteur et le sous-traitant est le titulaire de l'accord-cadre.

Pour l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire sera amené à stocker des données du personnel du Shom telles que les noms, les n° de téléphone, les adresses électroniques et pour le lot 2, à traiter des jeux de données intégrant des données à caractère personnel.

Le titulaire mettra en œuvre des mesures techniques et organisationnelles appropriées pour s'assurer et être en mesure de démontrer que le traitement des données personnelles est effectué conformément au RGPD.

Le titulaire traitera les données pour les seules finalités qui font l'objet de l'accord-cadre.

Les personnes concernées pourront demander des informations sur le traitement de leurs données.



Le titulaire s'engagera à donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement, et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Le titulaire informera conjointement le délégué à la protection des données du Shom ([dpd@shom.fr](mailto:dpd@shom.fr)) et la CNIL, sans délai, de toute violation de données à caractère personnel conformément à l'article 33 du RGPD. Cette information sera complétée, sous 72 h, via le téléservice de notification de violations de la CNIL.

### **5.10 Régime des droits de propriété intellectuelle**

#### **Lot 1 :**

Le présent accord-cadre fait application des articles 32 à 37 du CCAG-PI, complétés comme suit.

L'acheteur doit être en mesure d'exploiter les livrables obtenus lors de son exécution (résultats, connaissances antérieures et connaissances antérieures standards) pour répondre à ses objectifs tels que décrits dans le CCTP.

En complément de l'article 35 du CCAG-PI, l'utilisation des résultats doit permettre à l'acheteur de pouvoir déployer et/ou dupliquer les résultats sans contrainte et sans restriction pour satisfaire les besoins propres de l'acheteur autant que nécessaire. L'acheteur doit pouvoir présenter, communiquer au public en tout ou partie les résultats, directement ou indirectement, sous toute forme et auprès du public en général ou de partenaires de l'acheteur.

Par dérogation au CCAG de référence, les résultats qualifiés de confidentiels font l'objet d'une cession à titre exclusif à l'acheteur. Ainsi, les résultats traitant de la stratégie du Shom ou de l'architecture du système d'information du Shom sont entre autres qualifiés de confidentiels.

#### **Lots 2 et 3 :**

##### **- Dispositions communes aux lots 2 et 3 :**

Le présent accord-cadre fait application des articles 43 à 46 du CCAG, complétés comme suit.

L'acheteur doit être en mesure d'exploiter les livrables obtenus lors de son exécution (résultats, connaissances antérieures et connaissances antérieures standards) pour répondre à ses objectifs tels que décrits dans le CCTP, y compris pour lui permettre de :

- publier les codes sources dans le cadre d'une procédure de commande publique ;
- déployer et/ou dupliquer les résultats sans contraintes et sans restriction pour satisfaire ses besoins propres autant que nécessaire ;
- à tout service au sein du ministère des Armées de pouvoir utiliser les résultats dans les mêmes conditions et finalités d'utilisation que l'acheteur ;

- présenter, communiquer au public en tout ou partie les résultats, directement ou indirectement, sous toute forme et auprès du public en général ou de partenaires de l'acheteur ;
- procéder aux opérations d'archivage public.

Pour ce faire, le titulaire s'engage à remettre l'intégralité des codes sources quelle que soit leur nature (standard, propriétaire, open source,...) et céder les droits associés nécessaires. L'acheteur n'a toutefois pas accès aux codes sources des logiciels standards, intégrés le cas échéant aux prestations, à l'exception des cas où il peut y avoir accès sans autorisation de l'auteur en application de l'article L.122-6-1 du code de la propriété intellectuelle, ou s'il est placé sous un régime d'utilisation qui le permet.

#### - **Dispositions spécifiques au lot 2 :**

Il est dérogé à l'article 46.3.1 du CCAG-TIC, la commercialisation des résultats par le titulaire n'est pas autorisée. De plus, les résultats sur les données ne modifient pas le régime juridique d'origine des données : ils peuvent donc être confidentiels ou sous licence libre / open source.

Le titulaire ne détient aucun droit sur les résultats des données du présent accord-cadre.

Les résultats sur les scripts et la documentation ne sont pas couverts par une exclusivité.

### **5.11 Constatation de l'exécution des prestations**

Les opérations de vérification du CCAG de référence s'appliquent, sous réserve des dérogations ci-après.

#### **5.11.1 Opérations de vérification et décision après opérations de vérification**

Pour le Lot 1, les opérations de vérification et décisions après opérations de vérification du CCAG- PI s'appliquent.

Pour le Lot 2, **UO ING1 à ING5, ING7, ING8**, par dérogation au CCAG-TIC, les opérations de vérifications quantitative et qualitative s'effectuent en une seule étape par l'acheteur dans un délai de 40 jours ouvrés à compter de la livraison de la prestation, décision incluse.

Pour le Lot 2, **UO ING6**, par dérogation au CCAG-TIC, les opérations de vérifications quantitative et qualitative s'effectuent en une seule étape par l'acheteur dans un délai de 60 jours ouvrés à compter de la livraison de la prestation, décision incluse.

Pour le Lot 3, par dérogation à l'article 29 du CCAG-TIC, le tableau ci-dessous récapitule pour chaque UO les modalités et durées des opérations.

UO	Dérogation aux clauses du CCAG de référence
UO DEV1	<p>✓ <b>Mise en Ordre de Marche (MOM)</b>  Effectuée par l'acheteur, assisté par le titulaire sur site ou à distance.  Délai de 30 jours ouvrés après la date contractuelle de livraison.</p> <p>✓ <b>Vérification quantitative (VQ)</b>  Délai de 30 jours ouvrés après la date contractuelle de livraison.</p> <p>✓ <b>Vérification d'aptitude (VA)</b>  A l'issue de la MOM positive.  Délai prévu : 20 jours ouvrés (décision incluse).  Décision positive ou négative à l'issue. Toutes les anomalies doivent être traitées.</p> <p>✓ <b>Vérification de Service Régulier (VSR).</b>  A l'issue de la VA positive.  Délai prévu : 20 jours ouvrés + 7 jours pour la décision  Décision positive ou négative à l'issue. Toutes les anomalies doivent être traitées.</p>
UO DEV2, DEV3, ETD, REV, MAN1	<p>✓ <b>Vérifications quantitative et qualitative</b>  30 jours ouvrés à compter de la livraison (décision incluse).</p>
UO DEV4, MAN2	<p>✓ <b>Mise en Ordre de Marche (MOM)</b>  Effectuée par l'acheteur, assisté par le titulaire sur site ou à distance.  Délai de 30 jours ouvrés après la date contractuelle de livraison.</p> <p>✓ <b>Vérification quantitative (VQ)</b>  Délai de 30 jours ouvrés après la date contractuelle de livraison.</p> <p>✓ <b>Vérification d'aptitude (VA)</b>  A l'issue de la MOM positive.  Délai prévu : 40 jours ouvrés (décision incluse)  Décision positive ou négative à l'issue. Toutes les anomalies bloquantes ou majeures doivent être traitées.</p>

	<p>✓ <b>Vérification de Service Régulier (VSR).</b></p> <p>A l'issue de la VA positive</p> <p>Délai prévu : 60 jours ouvrés + 7 jours pour la notification de la décision.</p> <p>Décision positive ou négative à l'issue. Toutes les anomalies doivent être traitées.</p>
--	--

Pour l'ensemble des bons de commande ou marchés subséquents intégrant la mise en œuvre de plusieurs UO, le délai de vérification qui s'applique est le délai afférent à l'UO commandée dont le délai est le plus long.

Pour tous les lots, par dérogation au CCAG de référence, en cas d'ajournement, la durée de l'ajournement sera celle indiquée par l'acheteur dans la décision d'ajournement notifiée au titulaire.

## 5.12 Pénalités

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne peut se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie de l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire.

Les pénalités peuvent être précomptées sur les acomptes versés au titulaire tout au long de l'exécution des prestations, lors de l'établissement des états d'acomptes, ou constituer un élément du décompte général.

### 5.12.1 Pénalités de retard

#### Pénalités de retard :

En cas de dépassement du délai contractuel d'exécution des prestations d'un bon de commande ou d'un marché subséquent, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable, des pénalités calculées en application de la formule suivante :

$$P = V \times R / 3000 \text{ (CCAG PI, lot 1)}$$

$$P = V \times R / 1\,000 \text{ (CCAG TIC, lots 2 et 3)}$$

dans laquelle

P = le montant de la pénalité en euros HT

R = nombre de jours calendaires de retard

V = valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité.

Conformément au CCAG de référence, le seuil d'exonération des pénalités de retard est fixé à 1 000 euros HT par bon de commande ou marché subséquent pour chacun des lots de l'accord-cadre.

Conformément au CCAG de référence, le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 10 % du montant total hors taxes du bon de commande ou du marché subséquent.

#### 5.12.2 Pénalités liées à l'exécution des prestations

##### **Pénalités pour indisponibilité (maintenance corrective Lot 3 - UO-MAN1) :**

Par dérogation à l'article 14.2 du CCAG de référence, et en cas d'indisponibilité d'une ou plusieurs installations/appareils, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable, des pénalités calculées selon les modalités suivantes :

Les pénalités sont établies lors de la vérification de l'état récapitulatif des anomalies sur une année, issu de l'outil de gestion de suivi des tickets. Une pénalité d'indisponibilité correspondant à 5 % du forfait annuel HT est appliquée dans chacun des cas suivants :

- une anomalie de niveau bloquant résolue plus de 3 jours ouvrés après le délai contractuel fixé dans le CCTP ;

- 15 % des anomalies de niveaux mineur et/ou majeur non résolues dans les délais contractuels fixés dans le CCTP.

En complément de l'article 14 du CCAG-TIC, en cas de violation des mesures de sécurité décrites au présent CCAP, le titulaire s'expose aux pénalités suivantes :

##### **Pénalités pour violation des règles de sécurité ou confidentialité :**

En cas de non-respect des règles de sécurité et de protection des informations confidentielles (informations sensibles notamment liées à des données diffusion restreinte), il est fait application d'une pénalité égale au maximum entre 1 000 euros et 2 % du montant exécuté HT du bon de commande ou marché subséquent pour chacun des lots de l'accord-cadre à la date de constatation du fait générateur.

En cas de constatation de plusieurs faits générateurs, les sanctions pécuniaires ainsi établies sont appliquées de façon cumulative. Le montant des pénalités ainsi établies vient en déduction des paiements à effectuer au titre de toute facture afférente aux prestations exécutées à la date de constatation du fait générateur.

#### 5.12.3 Pénalités liées à des obligations administratives

##### **Pénalités pour travail dissimulé :**

Lorsque le pouvoir adjudicateur est informé, par les instances de contrôle, d'une situation irrégulière du titulaire au regard des articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail, il lui enjoint de faire cesser immédiatement la situation, et d'en

apporter la preuve. Il informe l'instance de contrôle des résultats de cette démarche.

En l'absence de régularisation dans les délais impartis, la personne publique peut imposer des pénalités, ou rompre le contrat, sans indemnité, aux frais et risques du titulaire. Le montant des pénalités à ce titre est de 500 euros et ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du code du travail.

Pénalités en cas de non-déclaration d'un sous-traitant :

En cas de sous-traitant non déclaré, il peut être appliqué de plein droit et sans mise en demeure préalable une pénalité de 1 000 euros.

Pénalités pour sanctionner le retard de production des attestations sociales et fiscales et celles relatives aux articles D 8222-5 ou 8222-7 et D 8222-8 du code du travail :

En cas de retard de production des documents dans un délai de 15 jours à partir de la demande, il sera appliqué une pénalité de 500 euros.

Pénalités pour sanctionner le retard de production de l'attestation pour l'emploi de personnes étrangères prévue aux articles D 8254-2 à D 8254-5 du code du travail :

En cas de retard de production du document dans un délai de 15 jours à partir de la demande, il sera appliqué une pénalité de 500 euros.

### **5.13 Sous-traitance**

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>).

Cet acte mentionne : la nature des prestations sous-traitées envisagées, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

L'acheteur doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de 21 jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité), l'acheteur est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

En application des dispositions de l'article L.2193-7 du code de la commande publique, le titulaire communique le ou les contrats de sous-traitance à l'acheteur lorsque ce dernier lui en fait la demande sous 15 jours dès réception de la

demande. A défaut de l'avoir produit, le titulaire encourt une pénalité en application des modalités prévues par le CCAG de référence. Par dérogation au CCAG de référence, à défaut de l'avoir produit, le titulaire encourt une pénalité journalière de 500 EUR HT par jour de retard.

En application des dispositions de l'article L.2193-2 du code de la commande publique, il appartient au sous-traitant qui, le cas échéant, fait appel à un sous-traitant de second rang, de faire accepter et agréer les conditions de paiement de ce sous-traitant de second rang par l'acheteur.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le sous-traitant de premier rang doit présenter son sous-traitant par le biais d'un acte spécial de sous-traitance. Il peut utiliser le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur le site de la DAJ)

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>, sous réserve de son adaptation par le sous-traitant de premier rang.

Le formulaire adapté doit être signé par le titulaire, le sous-traitant de premier rang et le sous-traitant de second rang avant sa transmission à l'acheteur (contre récépissé ou lettre recommandée).

L'acheteur doit accepter ou refuser le sous-traitant de second rang et agréer ses conditions de paiement. Le silence de l'acheteur gardé pendant 21 jours à compter de la réception de l'acte spécial de sous-traitance vaut acceptation du sous-traitant de second rang et agrément des conditions de paiement.

Le sous-traitant de premier rang ne peut confier au sous-traitant de second rang la totalité des prestations dont il a la charge.

#### **5.14 Assurances**

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause à l'acheteur en cas d'exécution. Dans un délai de quinze jours à compter de la notification des marchés et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier être en possession d'une police d'assurances.

Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents de l'acheteur ou à des tiers ; à ses biens, aux biens appartenant à l'acheteur ou à des tiers.

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations, objet du présent marché.

Il s'engage à remettre, sur simple demande écrite, à l'acheteur, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

### 5.15 Autres obligations administratives

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant en cours d'exécution et notamment celles qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement concernant le titulaire et pouvant influencer sur le déroulement du marché doivent être notifiées à l'acheteur.

En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Le titulaire met à disposition tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail.

Ces documents sont transmis par le titulaire sur la plate-forme en ligne, mise à disposition gratuitement, à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com/>.

Si le titulaire, et/ou le cas échéant ses sous-traitants, recourent à des salariés détachés, ils doivent produire avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés les documents suivants :

- a) L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le téléservice " SIPSI " du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 du code du travail ;
- b) Une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L. 1264-1, L. 1264-2 et L. 8115-1 du code du travail. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal.

Dans les conditions fixées à l'article L.2196-4 et suivants du code de la commande publique, le titulaire fournit, si l'acheteur en fait la demande, les renseignements sur les éléments techniques et comptables du coût de revient des prestations qui font l'objet du présent marché public (notamment bilans, comptes de résultat ainsi que leur comptabilité analytique et tout document de nature à permettre l'établissement des coûts de revient).



### **5.16 Dispositions applicables en cas de menace sanitaire grave appelant des mesures d'urgence**

La menace sanitaire appelant des mesures d'urgence, notamment l'état d'urgence sanitaire déclaré en application des dispositions du code de la santé publique, est assimilée à un cas de force majeure dès lors que cette situation est inconnue des parties au moment de la signature de l'accord-cadre par l'acheteur ou que cette situation, bien que connue des parties, donne lieu à des mesures d'urgences nouvelles inconnues des parties au moment de la signature de l'accord-cadre par l'acheteur et ayant un impact direct sur l'exécution du contrat. Ces situations sont constitutives d'un « évènement perturbateur » au sens du présent article.

L'évènement perturbateur fait obstacle à l'application de sanction, de pénalités contractuelles à l'égard du titulaire comme à la mise en œuvre de la responsabilité contractuelle des parties à raison de retards ou d'inexécution des obligations qui leur incombe, dès lors qu'est établi un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et le retard ou l'inexécution.

#### **Suspension de l'exécution des prestations à la demande du titulaire**

Si le titulaire est temporairement dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie des prestations du fait de l'évènement perturbateur ou que cette exécution ferait peser sur lui une charge manifestement excessive, il peut en demander la suspension par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

La décision de suspendre l'exécution des prestations à la demande du titulaire fait l'objet d'un écrit émanant de l'acheteur et est transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

Dans sa décision, l'acheteur précise l'impact éventuel de la suspension sur la durée de l'accord-cadre. Toute modification de la durée du marché ne peut résulter que d'un avenant.

En cas de suspension du marché à la demande du titulaire, l'acheteur se réserve la possibilité de conclure un marché de substitution avec un tiers pour satisfaire les besoins qui ne peuvent souffrir aucun retard, nonobstant toute clause d'exclusivité et sans que le titulaire du marché initial ne puisse engager, pour ce motif, la responsabilité contractuelle de l'acheteur. L'exécution du marché de substitution n'est pas effectuée aux frais et risques du titulaire.

Le titulaire ne peut quant à lui être sanctionné, se voir appliquer de pénalités contractuelles, ni voir sa responsabilité contractuelle engagée dès lors qu'il démontre qu'il ne dispose pas des moyens suffisants pour exécuter les prestations ou que leur mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive. A ce titre, toute justification permettant à l'acheteur d'apprécier le bien-fondé des difficultés rencontrées ou à venir ainsi que leur lien de causalité avec l'évènement perturbateur doit être fournie par le titulaire.

La suspension de l'exécution des prestations à l'initiative du titulaire n'ouvre droit à aucune indemnité au bénéfice de ce dernier.

### **Suspension à l'initiative de l'acheteur**

Si l'acheteur décide de suspendre l'exécution de tout ou partie des prestations, il en informe le titulaire par écrit, dans les meilleurs délais et par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

Dans sa décision, l'acheteur précise l'impact éventuel de la suspension sur la durée de l'accord-cadre. Toute modification de la durée du marché ne peut résulter que d'un avenant.

En cas de suspension de tout ou partie des prestations, les parties procèdent à l'établissement d'un constat contradictoire des prestations réalisées jusqu'à la suspension, sauf lorsque celui-ci s'avère manifestement inutile.

L'acheteur ne peut voir sa responsabilité contractuelle engagée dès lors qu'est établi un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et la décision de suspension.

Le titulaire, quant à lui, ne peut être sanctionné, se voir appliquer de pénalités contractuelles, ni voir sa responsabilité contractuelle engagée du fait de cette suspension.

Celle-ci donne lieu à indemnisation du titulaire s'il démontre l'existence d'un lien direct entre le préjudice subi et la suspension des prestations.

Pour ce faire, il adresse à l'acheteur un mémoire en réclamation, conformément aux dispositions de l'article du CCAG de référence relatif aux différends entre les parties. Ce mémoire justifie :

- les coûts d'arrêt des prestations objet de l'accord-cadre ;
- les coûts de remise en état à l'issue de la suspension en vue de la reprise d'exécution ;
- la part des charges d'exploitation directement liées à l'exécution du marché et qui ont continué d'être supportées par le titulaire pendant la période de suspension.

### **Prolongation du délai d'exécution des prestations**

L'acheteur prolonge le délai d'exécution dès lors que le titulaire est dans l'impossibilité de le respecter, ou que cette exécution en temps et en heure nécessiterait des moyens dont la mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive. Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire justifie des causes faisant obstacle à l'exécution de tout ou partie des prestations dans le délai contractuel et du lien de causalité entre cette impossibilité et l'évènement perturbateur.

La demande de prolongation intervient avant l'expiration du délai contractuel et de la période associée à l'évènement perturbateur. Elle s'effectue dans les conditions fixées par le CCAG de référence.

La prolongation du délai d'exécution peut être à l'initiative de l'acheteur qui en informe le titulaire par écrit, dans les meilleurs délais et par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

En cas de prolongation, le nouveau délai a les mêmes effets que le délai contractuel et est d'une durée suffisante pour la réalisation des prestations. La décision de prolongation précise son impact éventuel sur la durée de l'accord-cadre. Toute modification de la durée de l'accord-cadre ne peut résulter que d'un avenant.

### **Résiliation en cas d'impossibilité d'exécuter la prestation et indemnisation associée**

Lorsque le titulaire est dans l'impossibilité d'exécuter l'accord-cadre du fait de l'évènement perturbateur, l'acheteur prononce la résiliation du lot concerné de l'accord-cadre sur le fondement de l'article L. 2195-2 du code de la commande publique.

Le décompte de résiliation est établi conformément aux dispositions du CCAG de référence, en faisant application des modalités de résiliation s'attachant au cas de résiliation pour évènement présentant les caractéristiques de la force majeure.

### **Indemnisation suite à l'annulation d'un bon de commande/marché subséquent**

L'annulation d'un bon de commande/marché subséquent par l'acheteur à la suite d'un évènement perturbateur ouvre droit à une indemnisation du titulaire des dépenses spécifiquement engagées pour l'exécution des prestations annulées.

Le titulaire adresse à l'acheteur un mémoire en réclamation, conformément aux dispositions de l'article du CCAG de référence relatif aux différends entre les parties. Ce mémoire justifie :

- de l'existence du préjudice subi (réalité des charges pesant sur le titulaire et évaluation du montant demandé) ;
- de l'existence d'un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et ledit préjudice.

### **Indemnisation en cas de poursuite d'exécution bouleversant l'équilibre du contrat**

Lorsque l'équilibre du contrat est bouleversé du fait de la poursuite de l'exécution des prestations, le titulaire peut être indemnisé des charges supplémentaires extracontractuelles qu'il supporte, dans les conditions précisées par la circulaire du Premier ministre et du ministre de l'économie et des finances du 20 novembre 1974 relative à l'indemnisation des titulaires de marchés publics en cas d'accroissement imprévisible de leurs charges économiques.

Pour ce faire, le titulaire doit démontrer le bouleversement de l'équilibre du contrat, la perte effective subie ainsi que le lien avec l'évènement perturbateur. A défaut, la demande d'indemnisation est rejetée.

Un pourcentage de 10 % du montant de la perte effective reste à la charge du titulaire.

### **Demandes indemnitaires**

Les demandes indemnitaires font l'objet d'un mémoire en réclamation transmis à l'acheteur par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception. Le mémoire en réclamation est transmis dans les conditions fixées par le CCAG de référence et justifie de manière circonstanciée le préjudice subi, les coûts associés, et leur lien avec l'évènement ayant caractère de force majeure.

Ne peuvent être indemnisés des coûts résultant de la négligence ou de la défaillance du titulaire.

### **Modalités de communications en cas de crise sanitaire**

En période de crise sanitaire, les réunions en présentiel peuvent être remplacées par des réunions à distance par tous moyens de téléconférence (audioconférence, visioconférence notamment).

Lorsque les parties privilégient les échanges dématérialisés, les modalités fixées au présent document s'appliquent (cf. article « Echanges dématérialisés »).

### **5.17 Modifications financières pour circonstances imprévisibles**

Lorsque des circonstances imprévisibles et extérieures aux parties surviennent en cours d'exécution, les parties peuvent convenir d'une modification des clauses financières, si celle-ci est nécessaire à la poursuite de l'exécution, dans les conditions prévues à l'article R.2194-5 du CCP. Une telle modification n'est qu'une faculté pour l'acheteur.

S'il envisage de modifier le contrat pour tenir compte des surcoûts engendrés par les circonstances imprévisibles, l'acheteur se fonde sur les justifications financières précises que lui apporte le titulaire.

Seules peuvent être prises en compte les circonstances produisant un effet réel et certain sur l'exécution de l'accord-cadre, la présente clause n'ayant pas pour objet de compenser des surcoûts dont la survenance n'est qu'hypothétique.

A l'appui de toute demande tendant à la modification des conditions financières du présent accord-cadre, le titulaire doit :

- Adresser un mémoire en réclamation à l'acheteur démontrant l'existence d'une circonstance imprévisible au sens de l'article R.2194-5 du CCP ;
- Justifier son prix de revient initial, tel qu'envisagé à la date de remise de son offre, et, par conséquent, sa marge bénéficiaire ainsi que les éventuelles provisions pour risques intégrées dans son prix ;
- Fournir tout document de nature comptable (bilans, factures, ...) ou contractuelle (notamment les contrats de fournitures ou de sous-traitance), attestant de la réalité et de l'étendue des surcoûts supportés depuis la survenance de l'évènement imprévisible, pour l'exécution du présent accord-cadre.

L'acheteur vérifie la réalité et la sincérité de ces documents et décide de la suite à donner à la demande du titulaire.

**En cas d'acceptation de la demande par l'acheteur, les modifications apportées aux prix, aux tarifs ou aux clauses d'évolution des prix, font l'objet d'un avenant signé par les deux parties.**

La durée de cet avenant est strictement limitée à la durée des circonstances imprévisibles. Celle-ci peut éventuellement être prolongée dans les conditions définies dans l'avenant.

L'avenant conclu sur le fondement du présent article précise, via une clause de rendez-vous, les conditions dans lesquelles, en fin d'exécution de l'accord-cadre, l'acheteur et le titulaire déterminent le montant définitif de la compensation des surcoûts anormaux réellement subis par le titulaire.

Ainsi, si le montant des compensations excède le montant des pertes, le titulaire est alors redevable de la différence. Le montant correspondant est alors récupéré par l'acheteur / le bénéficiaire :

- Soit par précompte sur les factures restant à émettre par le titulaire ;
- Soit par avoir, récupéré sur les montants restant à régler ou à défaut récupéré au moyen d'un titre de recouvrement.

## **6 Destruction des données**

Au terme de l'accord-cadre ou en cas de résiliation, le titulaire restitue sans délai à l'acheteur une copie de l'intégralité des données confiées par lui dans le cadre de la prestation. Une fois la restitution effectuée, le titulaire détruit, dans un délai de 3 mois, les éventuelles copies de données détenues dans son système d'information, y compris les données ayant fait l'objet de sauvegardes ou d'un archivage. La restitution et la destruction des données sont constatées par un procès-verbal daté et signé par le titulaire. Les procédés de destruction sont conformes aux réglementations en vigueur (instruction générale interministérielle

n° 1300 sur la protection du secret de la défense nationale, instruction interministérielle N° 901 relative aux mesures de protection des systèmes d'information traitant d'informations sensibles non-classifiées de défense de niveau Diffusion Restreinte (DR)).

## 7 Dérogations

Les dérogations au CCAG sont présentées dans le tableau récapitulatif des dérogations ci-après :

Article du présent CCAP	Article du CCAG auquel il est fait dérogation	Commentaire - objet de la dérogation
1.4.11.1	3.4.1	Représentation du titulaire
1.4.14	23 CCAG PI 25 CCAG TIC	Ordre de service
1.4.15	40 CCAG PI 51 CCAG TIC	Résiliation
5.10	46.1.3 CCAG TIC	Propriété intellectuelle
5.11.1	29 CCAG TIC	Mise en ordre de marche
5.11.1	28.2 / 29 CCAG PI 30 à 34 CCAG TIC	Opérations de vérification - Décisions
5.12.2	14.2 CCAG TIC	Pénalités pour indisponibilité